



HAL
open science

NI VUES NI CONNUES : PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES DES TRAVAILLEUSES BRESILIENNES DU SECTEUR INFORMEL EN GUYANE

Dorothée Serges

► **To cite this version:**

Dorothée Serges. NI VUES NI CONNUES : PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES DES TRAVAILLEUSES BRESILIENNES DU SECTEUR INFORMEL EN GUYANE. Atelier V : Choix esthétiques ou éthiques ?, Nov 2009, France. pp.1/13. hal-00495480

HAL Id: hal-00495480

<https://hal.science/hal-00495480>

Submitted on 29 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NI VUES NI CONNUES : PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES DES TRAVAILLEUSES BRÉSILIENNES DU SECTEUR INFORMEL EN GUYANE

Dorothee Serges

Sociologue IHEAL/CREDAL (UMR 7227), GEMIG

dserges@univ-paris3.fr



Résumé : Après avoir décrit les différentes catégories des migrantes Brésiliennes travaillant en Guyane française, j'appuierai mon analyse sur l'intérêt d'utiliser la photographie à des fins démonstratives et descriptives. Les portraits photographiques dégagés, une fois analysés, donnent une visibilité aux personnes/personnalités ainsi qu'à leurs conditions de travail quotidien. Par extension, ils nous informent sur leurs conditions matérielles d'existence. Je propose ici d'accompagner ces portraits d'une réflexion – méthodologique et pratique – sur l'éthique lors de la prise de vue et de la diffusion d'images de travailleuses immigrées clandestinement, occupant principalement des activités dans le secteur de l'informalité.

Mots clefs : Travail informel, économies alternatives, jobs, Brésiliennes, Guyane française, éthique, anthropologie visuelle

Initialement la Guyane est peuplée par des groupes amérindiens¹, Historiquement, la Guyane tente de se développer démographiquement puis économiquement depuis le XVII^{ème} siècle par l'intermédiaire de l'esclavagisme (milieu du siècle), des expéditions (1713, 1760 et 1753), de la déportation de bagnards (1852), des rush aurifères (1870-80), du développement de l'agriculture (1880-1945) et avec la Départementalisation (1946). Chacune des migrations métropolitaine², antillaise³ et asiatique⁴ conditionne l'arrivée de groupes ethniques distincts. A ces migrations forcées et planifiées, s'ajoutent celles des populations transfrontalières : Brésiliennes (1964), Haïtiennes (1982) et Surinamaises⁵ (1990). Les différents groupes mentionnés occupent une place bien définie dans l'espace économique guyanais. Selon Bernard Chérubini, « *de façon générale, l'intégration socio-économique est fonction du statut économique des différentes communautés sur le marché du travail* » (2002 : 27). Nous pouvons ainsi distinguer des groupes qui, dans l'ensemble, ont un emploi stable – les créoles guyanais, les métropolitains, les antillais français, les chinois, les libanais, les h'mong, les javanais – des groupes qui sont marginalement employés – les brésiliens, les haïtiens et dans une certaine mesure les amérindiens et les noirs réfugiés lorsqu'ils viennent chercher un travail temporaire – et aussi des groupes avec des emplois marginaux, comme les prostituées brésiliennes et dominicaines.

Insertion économique des Brésilien-ne-s dans la stratification sociale guyanaise

Dans ce contexte, les migrations des Brésiliens du Nord – principalement originaires des Etats du Para et de l'Amapa – sont dues aux chantiers de construction du Centre Spatial Guyanais (CSG) initiés dans les années 1960. Succèdent ensuite celles de leurs femmes, en 1980, conditionnées par la politique de regroupement familial. Installées dans les mêmes quartiers, du centre ou en périphérie, elles sont majoritairement sans formations ni emplois qualifiés, rémunérées comme femmes de ménage ou serveuses. Parallèlement, une immigration spontanée, clandestine et supérieure numériquement⁶ se mettait en place. La plupart des Brésilien-ne-s entrait illégalement sur le territoire et peu régularisaient leur situation (Gorgeon, 1986). Cette immigration planifiée par le gouvernement français obéit aux lois du marché en contribuant à l'émergence d'une élite créole et métropolitaine – essentiellement celle du CSG – au détriment de l'ascension des populations issues de l'immigration, utilisées principalement comme main d'œuvre ou dans le secteur des services. Ainsi l'estimation de l'effectif de la communauté brésilienne en Guyane

¹Six groupes compris dans deux familles linguistiques se partagent entre le littoral – les Galibi/Kali'na, Palikur et Arawak – et l'intérieur – Wayampi, Emerillon/Teko et Wayana.

²D'abord des Jésuites, puis des bagnards, des administrateurs et des fonctionnaires d'Etat.

³Il s'agit principalement de Créoles Martiniquais et Guadeloupéens, premier arrivés, suivis des Saints Luciens et Saints Dominicains. Ils forment aujourd'hui l'ensemble des Créoles Guyanais, auxquels s'ajoutent les descendants des esclaves africains libérés du Surinam.

⁴Des populations chinoises, javanaises et h'mong, originaires du Laos, migrant pour des raisons politiques, ils développent une agriculture prospère dès 1977.

⁵En 1880 des groupes Bosh et Saramaka ou « évadés » de l'esclavagisme qu'ils subissent au Surinam viennent s'installer sur les rives du fleuve Maroni, à côté des groupes français Boni et Djuka. Ils forment le groupe Bushinenge, dont les migrations des années 1990 sont dues à l'indépendance du Surinam, et aux conflits qui en ont résulté.

comptait 897 personnes en 1967, 3000 en 1975 et 5300 en 1985. Aujourd'hui l'INSEE (2006) dénombre 13 847 personnes régularisées, auxquelles il faut ajouter près de 30% pour y inclure les personnes arrivées clandestinement. Nous obtenons ainsi 18 000 personnes migrantes (8747 hommes pour 9256 femmes). Nous avons donc deux formes d'immigrations distinctes : les migrations familiales et les migrations économiques comprenant des personnes régularisées et d'autres clandestines. Les possibilités d'accéder à un emploi devront dans un premier temps tenir compte de ces types de variables.

Aspects méthodologiques

La réflexion menée ici s'appuie sur des données recueillies lors d'un travail de terrain de doctorat en sociologie, mené de juin à septembre 2008, entre les villes de Macapa, Belem et Vila Vitoria, dans Nord du Brésil ainsi que dans les principales villes de Guyane française : l'île de Cayenne, Kourou et Saint Georges de l'Oyapock. Ma problématique interroge l'immigration comme facteur d'autonomisation économique des Brésiliennes en Guyane. Réaliser des portraits photographiques fût le fruit d'une double volonté : poursuivre un travail initié lors de mon Master 2 sur l'utilisation de la photographie comme outil de recherche auprès de groupes de jeunes amérindiens Kali'na et permettre la (re)connaissance de populations marginales et/ou cachées.

Ici, les portraits photographiques des Brésiliennes travaillant dans le secteur informel et/ou relevant d'activités non déclarées vont être présentés et analysés en fonction des questions éthiques et déontologiques qu'ils sous-tendent. Ils ont été réalisés à la suite d'entretiens semi-directifs et ouverts. Chacune de ces femmes m'a pour cela ouvert ses espaces intérieurs : leur histoire de vie personnelle ainsi que leur espace de vie privée/domestique. J'ai toujours précisé ma démarche, le but de ces photographies, n'étant ni faites pour travailler avec les services de l'immigration ni à des fins économiques. Certaines ont refusé d'être photographiées. Les raisons d'esthétique étaient le plus souvent avancées : « *je suis mal coiffée, reviens plus tard* » où celles en lien avec leur style vestimentaire, jugé inapproprié lors de mon passage.

Nous aborderons dans un premier temps la photographie comme élément de description des conditions de travail informel des migrantes Brésiliennes. Nous verrons ensuite de quelle manière ce support visuel peut attester de situations de vulnérabilités dans le travail, caractérisant les difficultés d'insertion économique des migrantes en Guyane française. Enfin, nous proposerons un élargissement sur la responsabilité du chercheur en sciences sociales – compris dans un rapport de domination – face aux images qu'il/elle choisit de montrer : la photographie peut-elle rendre visible ces travailleuses sans que cela leur soit préjudiciable ?

Vues des travailleuses non déclarées des secteurs formels et informels

Etymologiquement, le terme informel renvoie à quelque chose d'imprécis, d'ambigu, sans formes clairement définies. Parler de secteur informel suppose de comprendre le travail qui en découle comme manquant de contours extérieurs, sans cadres ni limites. Or, cette absence de cadres est

avant tout juridique. Le travail informel est hors de la loi car échappant aux organismes d'imposition. Il donne alors lieu à plusieurs types d'emplois et d'activités non reconnus légalement. Les emplois occupés peuvent être soit *informels* : commerces ambulants – vente de vêtements, de parfums et/ou de cosmétiques et de nourriture – soins aux personnes, échanges économico-sexuels (nous n'aborderons pas ici les activités prostitutionnelles) ; soit *non déclarés* : restauration, services à domicile, travail dans le bâtiment ou sur les chantiers. « Quelles sont les stratégies alternatives de production de revenus » (Bourgois, 2001) développées par les personnes migrantes ?



Photographies 1 & 2. Marejó et Irène. Clichés personnels, 2008

Les migrantes arrivées entre les années 1980-1990, aujourd'hui régularisé-e-s, « choisissent » de rester dans le secteur informel en occupant des « jobs » non déclarés, comme c'est le cas de Maréjo [photographie 1], 49 ans et d'Irène [photographie 2], 47 ans, afin de « boucler leurs fins de mois » en complément des aides sociales – Revenu Minimum d'Insertion, Caisse d'Allocations Familiales, pensions de retraite ou d'invalidité. Au moment de l'enquête, les femmes de ces portraits résidaient au quartier Savane à Kourou⁷ [Maréjo] et dans le quartier périphérique de la

⁷La population brésilienne résidant à Kourou, est estimée aujourd'hui à 1386 résidants - 1066 pondérés avec 30% estimé d'entrées de clandestins. INSEE, (2006. *Atlas des Populations Immigrées en Guyane*, p. 15) - dans une ville totalisant 19 074 habitants. Plusieurs "villages" ou quartiers regroupent la majorité de cette population. Ils sont situés place de l'Europe pour le premier, à proximité du quartier militaire Eldo, à la Cité du Stade, proche du centre, et, au point kilométrique 7 (PK7), sur la piste en direction de la Montagne des Singes - ce quartier s'étant développé à la mesure des activités d'orpaillage, à proximité. Une forte proportion de Brésiliens est également localisée au quartier de l'Anse et au quartier Savane.

Boîte Postale 134 (BP134)⁸ de la zone de Rémire-Montjoly [Irène]. Maréjo loue des chambres à des travailleurs clandestinement employés dans les chantiers de construction civile (150€ mensuels/personne, à savoir qu'elle peut loger jusqu'à trois personnes clandestines). Au moment de ce terrain, elle héberge également, contre services rendus, une jeune migrante, Eliane – dont nous verrons le portrait – chargée de préparer le déjeuner et le dîner des travailleurs tous les jours de la semaine. Irène, quant à elle, s'occupe d'enfants qu'elle garde contre 50€ de rémunération mensuelle. Issue d'une famille de quatorze enfants, et ayant elle-même eu et élevé onze enfants, elle a toujours travaillé « *à la maison : laver les vêtements, faire la cuisine, laver le sol* », transformant aujourd'hui son expérience en job lorsque celui-ci est effectué pour la garde d'enfants de proches.

Je m'intéresserai à présent à travers les trajectoires de Rose [photographie de gauche], 43 ans et de Laura [photographie de droite], 46 ans, aux manières de conjuguer le travail formel avec le travail informel. Rose est régularisée depuis plus de 15 ans et possède aujourd'hui la gestion d'un magasin dans le centre de Kourou ainsi que d'un emplacement régulier de commerçante ambulante à Kourou et Saint Laurent qu'elle tient depuis 1989. Un maillot de bain acheté 20 reais (7€) au Brésil pourra être vendu 20€ sur les marchés. Elle a ainsi développé son commerce en ouvrant une fabrique à Fortaleza, où la majorité des employés sont des membres de sa famille. Le faible coût de la main d'œuvre lui permet de réaliser des bénéfices qu'elle réinvestit, élargissant ses commerces et points de vente et envoyant le surplus pour sa famille. Ces ventes sont associées à l'importation de produits de beauté – vente de crèmes auxquels s'ajoute la vente informelle de produits amincissants, épilatoires, décolorants, des vitamines et du guaraná, normalement interdit.

⁸Ce « village brésilien », classé site insalubre de Rémire-Montjoly par la DDE, compte entre 3250 à 4000 habitant-e-s, enregistré-e-s et clandestin-e-s. Cette estimation, dont l'effectif originel a été multiplié par 2,5, part du présupposé que chaque famille héberge au minimum un-e personne non déclarée ni répertoriée par les organismes officiels (DDE, INSEE).



Photographies 3 & 4. Rose et Laura. Clichés personnels, 2008

Laura, la seconde, a initialement appris la cuisine à Macapá. Après avoir travaillé 10 ans comme cuisinière à Saint-Elie⁹, elle devint la première vendeuse de pain de la BP134. Parallèlement à un stage ANPE comme cuisinière, elle décide de continuer à vendre des gâteaux dont elle invente les recettes. Il lui arrive aussi de faire des préparations à l’occasion de fêtes, des “docihnos”, (sucreries), des “bolinhos” (petits gâteaux) et des “coxinhas” (pâte frite avec de la viande ou du fromage à l’intérieur). Cela lui a permis d’aménager son salon tel un bar/restaurant – billard, télévision parabolique, pour capter des chaînes brésiliennes – et de vendre à la commande des plats brésiliens, des “vatapás” ou “tacacás” (à base de crevettes) et de la bière. Elle est devenue une entrepreneuse, forgeant son capital économique et social sur le développement de son savoir-faire.

« Si tu connais, tu pas rester là [...] J’ai pas l’argent, j’ai pas à manger, je vais devant, je vais demander à mon papa : “tu as de la farine pour que je puisse faire du pain, après je te donne pour toi” [...] Je reçois un peu d’argent, mais c’est en plus, pour m’aider c’est peu mais ça suffit pour payer les factures, acheter de la nourriture, pour acheter des choses parce que j’ai mon fils qui est étudiant aussi, mon fils qui a 18 ans... ».

⁹Commune de l’intérieur de la Guyane où la population travaille majoritairement dans l’orpaillage. Elle y prépare les repas pour une cinquantaine de personnes, deux fois par jour.

Toutes les deux importent leur marchandise du Brésil – soit de Fortaleza pour la première, soit d'Oyapock ou Macapá pour la seconde. La régularisation de leur situation ne conditionne pas automatiquement l'accès à un emploi déclaré, où la part de l'informalité est déterminante dans la constitution d'un capital. Ces deux portraits rejoignent l'analyse précédente relative à la présentation de soi dans le sens où les enquêtées mettent en avant certaines caractéristiques de leur personne. Leur « soi » social, parallèlement à l'analyse développée par Ervin Goffman (1967), est mis en scène, tant dans un esprit individuel lié à l'esthétique – principalement pour les femmes résidant dans les quartiers des centres urbains – que par rapport au contexte d'interaction occasionné par le « rite photographique ». En effet, chacune essaie de mettre en avant certains aspects de sa personnalité/personne en fonction de l'identité du soi qu'elle souhaite valoriser au moment de cette interaction. Alors que Maréjo et Rose se présentent bien vêtues et maquillées, Irène et Laura n'attachent pas d'attention particulière à l'esthétique et aux ornements extérieurs. Nous avons pour les premières une photographie organisée, prise en extérieur pour Maréjo qui a souhaité se présenter ainsi, alors que la seconde nous renseigne d'avantage sur les conditions matérielles d'existence, la garde des enfants pour Irène ou la cuisine pour Laura. Plusieurs types de personnalités se dégagent de ces portraits de travailleuses, l'une devant montrer autorité face aux responsabilités qu'elle doit gérer (Maréjo), la seconde plus professionnelle (Rose), la troisième plus discrète (Irène) et la dernière, plus timide (Laura). Alors que les premières sont soumises aux processus d'imposition des normes véhiculées par les femmes en ville, les secondes voient leurs normes en fonction des autres femmes migrantes des quartiers périphériques, liées à plus de simplicité. Ainsi, les manières de se rendre visibles diffèrent en fonction du lieu où résident ces travailleuses. Quand est-il alors des migrantes clandestines ?

Quand l'informalité se conjugue avec l'invisibilité : les travailleuses clandestines

Nous proposerons, au cours de cette partie le concept de « job », tel qu'il est envisagé par Emmanuelle Lada, permettant de rattacher la « *différenciation entre travail au noir, travail domestique et CDI au carrefour de débats sociaux et politiques sur la diversification des formes d'emploi, l'insertion et la précarisation* » (2004 : 123). Parler d'invisibilité pour ces migrant-e-s renvoie à une invisibilité multiforme (Morokvasic, 2007) dans le sens où, comme l'on vient de le développer, ces femmes sont mises à l'écart des circuits normés d'accès à l'emploi. Qui plus est, ce premier écart se double d'une marginalisation spatiale, les rendant également « invisibles » car périphériques et ce, en fonction de la position géographique qu'elles occupent – tant relative aux quartiers d'habitations qu'au fait de traverser les frontières des deux pays que sont le Brésil et la France.

Les Brésiliennes ayant récemment migré en Guyane – entre 2000-2008 – vont majoritairement être engagées dans le secteur informel comme « empregadas domesticas », femmes à tout faire (autant le ménage que la vaisselle, la garde d'enfants et la cuisine), dans la vente, la restauration et/ou dans la prostitution. Eliane [photographie de gauche], 29 ans, titulaire d'un diplôme brésilien de secrétaire comptable, obtient de l'argent en ayant des revenus fixes avec son activité d'employée domestique. Elle gagne en moyenne 20€ pour trois jours de travail, rien lorsqu'il

s'agit de ménages fait dans sa famille, ou lorsqu'elle cuisine pour Maréjo qui la rémunère sous la forme « hébergement gratuit » (un hamac dans le salon de son appartement). Elle complète ces revenus non déclarés en demandant de l'argent à des hommes qu'elle rencontre dans les boîtes de nuits, principalement à Kourou. Il arrive qu'elle loge alors chez ces derniers, quelques semaines.

« Et je connais monsieur là, bon, c'est pas buisness¹⁰ mais c'est, comment on dit, comment on dit ça en français, que je reste avec une personne, que c'est gentil, il donne moi 50€, 20€, 100€, 80€, tu vois, c'est pas, c'est pas prostitution tu vois, c'est comme si c'est un copain tu vois ».



Photographies 5 & 6. Eliane et Aparecida. Clichés personnels, 2008

Eliane recherche une histoire d'amour avec l'un d'entre eux, un « gatinho » (amant) qu'elle souhaite suffisamment riche pour pouvoir être « à l'aise » économiquement. Ces relations ne sont pas perçues comme relevant d'une activité prostitutionnelle, tant il est normal que les hommes fassent des dons à leurs amantes, que cela soit sous la forme d'argent ou de cadeaux. Eliane fonctionne donc à partir d'« échanges económico-sexuels », tels qu'ils sont décrits par Paula Tabet : « *une compensation masculine pour une prestation féminine, un paiement qui pourra revêtir des formes variées (don, compensation en argent [...]) en échange d'une sexualité largement transformée en service* » (2004 : 145). Aparecida [photo 6], 39 ans, s'est quant à elle

¹⁰Sous-entendu de la prostitution

orientée sur les soins aux personnes, après avoir suivi une formation au Brésil et travaillé dans un centre hospitalier de Macapá. Elle a entre 1 ou 2 personnes par jour – qu'elle fait payer 15€ – pour son activité de manucure/pédicure. Elle a rencontré un ami lors de son premier séjour en Guyane, en 2002, et réside actuellement chez les parents de ce dernier. De manière identique à Eliane, Aparecida n'est pas rémunérée lorsqu'elle « rend service » à des personnes de sa famille. Toutes les deux font régulièrement des allers et retours entre la Guyane et le Brésil, pour faute de papiers occasionnant des reconduites à la frontière (5 pour Eliane, 2 pour Aparecida). Elles cumulent donc des emplois non déclarés et informels.

Leur mise en scène se fait à travers ce qu'elles ont tenu à présenter de leur travail, quel qu'il soit. Eliane a souhaité d'autres vues d'elle-même, qu'il s'agisse de photos d'elle bien maquillée, en extérieur, ou de photos nues qu'elle souhaitait pouvoir mettre sur son site personnel Orkut¹¹ afin de les partager avec sa famille résidant à Macapá. Aparecida n'a pas regardé l'objectif lors des différentes prises de vues. Son âge et certainement le fait d'avoir été plusieurs fois reconduite au Brésil par la Police aux Frontières l'empêche d'être tout à fait à l'aise, en plus de la concentration qu'elle porte sur son travail. La personne se faisant manucurer n'a pas souhaité apparaître sur les photographies, tant pour sa relation avec son nouvel emploi que pour des soucis esthétiques (elle n'était pas maquillée, ni coiffée). Ces soucis esthétiques peuvent être une manière habile et détournée pour ne pas « faire parler d'elles », pour ne pas être visibles.



Photographies 7 & 8. France. Clichés personnels, 2008

¹¹Un site de communication interpersonnelle et en réseaux, majoritairement utilisé par les Brésilien-ne-s en Guyane, parfois en complément d'un « facebook ».

Cette exploration photographique m'a permis de visibiliser une autre catégorie, celle des travailleuses transfrontalières, notamment à partir de la trajectoire professionnelle de France, 50 ans [photographies ci-dessus]. Elle cumule les fonctions d'employée domestique « *empregada domestica* », à Saint Georges de l'Oyapock, du côté guyanais et de coiffeuse à Vila Vitoria, du côté brésilien. Elle va trois fois par semaine chez la marraine de son fils et gagne environ 200€/mois. Pour les coiffures, elle prend de 15€ - comme le rafraîchissement fait à cet homme [photo 8] - à 30€ pour un défrisage/coloration plus coupe. Elle est à l'intersection entre le travail légal et illégal, formel et non déclaré, en fonction de la position qu'elle occupe de part et d'autre du fleuve. En effet, elle a ouvert son salon et possède sa carte de travailleuse reconnue d'un côté - indispensable au Brésil - alors qu'elle n'est pas reconnue en Guyane. Le statut de travailleur transfrontalier est en cours de réflexion et est tributaire des aléas liés aux politiques locales. Dans l'attente, France a une forte clientèle provenant de Saint-Georges, tant des fonctionnaires, comme le chef des douanes de l'époque que de la communauté brésilienne souhaitant se soustraire aux taxes françaises. France a toujours mis un point d'honneur à être « présentable » tant devant l'objectif, que devant la caméra, lors de la réalisation d'un court-métrage lié à sa pratique de coiffeuse. A l'exception de son emploi de femme de ménage, où ses vêtements sont simples : pantalon et T-shirt, lorsqu'elle travaille dans son salon, ses tenues s'accordent avec la clientèle qu'elle reçoit. Précision et dextérité sont des qualités qu'elle a su mettre en avant sur les portraits réalisés.

L'étude par portraits photographiques visibilise la présence des travailleuses clandestines, donne une forme et présente leurs activités non dénuées de structure. Ces activités et jobs participent à la "formation" structurée de l'économie informelle, car, non reconnues et/ou comptabilisées, ces femmes vont se placer dans les réseaux de l'informalité afin de subvenir à leurs besoins. Ainsi, comme alternatives à la précarisation de leur situation, elles font des « choix », et notamment celui de se construire à travers l'exercice - et la mise en forme - de leurs compétences. Elles mobilisent et reconstruisent leur identité de travailleuses à travers la migration. Leur invisibilité tient à l'effet de la résidence, qu'il s'agisse d'un quartier périphérique ou d'un quartier proche du centre urbain, influant sur leurs « chances » de pouvoir s'insérer économiquement. Dans les quartiers périphériques, les femmes déjà installées utilisent les migrantes nouvellement arrivées en les rémunérant peu et en les traitant parfois avec beaucoup de mépris (Gorgeon, 1988). La distinction se base sur les normes esthétiques ainsi que le capital économique et culturel que les premières possèdent relativement à leur ancienneté et à leur connaissance du fonctionnement de la société guyanaise. Cependant, les dernières arrivées augmentent leur possibilité d'insertion par l'intermédiaire de la constitution de réseaux d'interconnaissances avec des personnes, souvent des hommes célibataires, appartenant aux groupes des Métropolitains et/ou des Créoles - guyanais, martiniquais.

Ethique du chercheur pour quelle visibilité de ses travailleuses invisibles ?

Ne dites rien sur les pauvres et les sans-pouvoir car tout ce que vous pourrez dire ou montrer, selon Bourgois [(1995)2001, *op cit.* Laura Nader], se retournerait contre eux. Aussi, quelle éthique

photographique adopter dans ce dernier moment, en sachant que les stigmates portés sur ces travailleuses, peuvent ou pourraient en être renforcés ? Comment alors ajuster une pratique photographique avec un travail ethnologique sans tomber ni dans le voyeurisme (Bourgois, 2000 ; Schonberg & Bourgois 2002), ni dans le nihilisme ?

J'ai parlé dans la partie méthodologie des raisons initiales concernant la constitution de portraits photographiques. Je propose d'élargir cette perspective à partir du travail de terrain mené avec l'association de la CIMADE¹² et dans le cadre de la réalisation de portraits filmiques et photographiques de migrantes pour le festival « Migrant'scène » 2008. Pour cela, j'ai travaillé avec Eliane et France. La première a accepté de poser ensuite pour une série de portraits réalisés par Ronan Liétar, et la seconde a souhaité que la réalisation de son portrait alterne entre son travail et ses activités militantes. France est trésorière dans une association de femmes « Mulheres de Vila Vitória » - les femmes de Vila Vitória – organisant des manifestations festives dans le but de rassembler des fonds permettant la construction d'une crèche. Cette initiative leur permettrait ensuite de pouvoir travailler plus, sans négliger la présence de leurs enfants. Ainsi, les portraits individuels s'accompagnent d'une volonté collective de la part de ces femmes : visibiliser leurs conditions. Il ne s'agit pas d'une relation à sens unique, entre le chercheur et ses « objets » d'étude, mais une relation d'échange, où les agents se positionnent en tant qu'actrice de leurs conditions. Cette relation est à mon sens la condition *sine qua none* pour présenter, à l'intérieur et à l'extérieur des circuits universitaires, les portraits des migrantes clandestines¹³.



Photographies 9 & 10. Ronan Liétar (2008) et Cliché personnel (2008)

¹²Service Oeucuménique d'Entre-Aide.

¹³Une autre initiative a été la présentation de ces portraits lors d'une manifestation organisée à la Maison des femmes, par le RAJFIRE.

Sortir des « clichés » pour que les travailleuses brésiliennes puissent être connues et reconnues tant dans la société guyanaise qu'à l'intérieur des différents groupes ethniques, telle était ma volonté initiale. A cet effet, l'utilisation de l'outil visuel permettait de rompre avec les préconceptions et stéréotypes véhiculés par les médias brésiliens, guyanais et métropolitains¹⁴, réduisant les activités des Brésiliennes à l'espace nocturne prostitutionnel ou carnavalesque. J'ai souhaité réaliser des portraits dans la mesure où ils puissent justement nous présenter ces travailleuses dans leur quotidien, mettre des réalités en face des idées, pouvoir les confronter. On ne peut pas prévoir que ces portraits soient utilisés à des fins autres que celles visant à présenter cette communauté à partir de la réalité de leur existence. Ainsi, ne pas les montrer sous prétexte que cela puisse leur desservir aurait constitué pour moi une autre forme d'hypocrisie, identique à celle qui consiste à ne pas leur accorder de statut de travailleuses transfrontalières (France) ou à ne pas valoriser leur travail d'entrepreneuse et leur volonté d'ascension en les renvoyant à leur conditions de migrantes Brésilienne (Rose) et aux images qui y sont associées. A cet effet, la production de nouvelles images peut-elle permettre de renverser celles préexistantes ?

En guise de conclusion

L'informalité permet de minimiser les phénomènes de paupérisation de la population dans des quartiers où toutes ne sont pas régulières, donc sans couvertures sociales et sans revenus réguliers décents. Sachant que le coût de la vie est 40% plus cher que sur l'hexagone, que ces femmes arrivent des Etats les plus pauvres du Brésil, les jobs qu'elles exercent leur apportent toutefois une économie de subsistance. Dans cette optique, la précarité qui pousse à la migration ne fait pas « *de ces travailleurs [et travailleuses] "sans qualités" des êtres passifs et interdits de choix* » (Lautier et Marques Pereira, 1994). Nous avons également démontré, lors d'un travail antérieur (Serges, 2009), que l'insertion sur le marché du travail tenait compte d'un ensemble de facteurs tels que la connaissance et la valorisation de l'emploi occupé, son impact dans la société guyanaise ainsi que par la connaissance préalable de personnes appartenant à d'autres groupes ethniques présents dans l'espace social guyanais et/ou par l'établissement d'un réseau d'interconnaissance. Ces activités, transitoires ou permanentes, leurs permettent de « jobber », se « débrouiller » financièrement tout en tissant des réseaux d'interconnaissances avec des personnes appartenant à des communautés ethnoculturelles « privilégiées » comme les Créoles guyanais ou les Métropolitains. L'économie informelle sous-tend ainsi deux fonctions : la débrouillardise et la solidarité.

Nous avons ainsi pu dégager quatre profils de travailleuses dans le secteur de l'informalité, rencontrés lors de ce travail de terrain. Elles peuvent être clandestines et jobber ; régularisées et cumuler les aides de l'Etat avec un travail informel ; être employées ou avoir une profession libérale et articuler cette activité avec un job complémentaire non déclaré, notamment dans la vente ; ou encore être à l'intersection entre deux formes de statut, alternant entre le légal et

¹⁴Articles trouvés dans Le Monde, le Figaro, Libération et les Echos, Oglobo et Gazeta Mercantil, Folha do Amapa, Jornal do Dia de Macapá et O Liberal. Viennent également les dossiers presse thématique du Musée des Cultures Guyanaises, regroupant principalement des articles parus dans France Guyane et la Semaine guyanaise. J'ai également consulté les sites <http://www.brasilyane.com/> et <http://www.blada.com/>. Les archives visuelles de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) ont également été consultées, recoupant celles de RFO via France 5.

l'illégal. Les activités et jobs informels trouvent une forme à partir de la photographie dans le sens où ils sont matérialisés par les images. Les travailleuses invisibles peuvent se faire connaître à partir de leurs activités, mettre en avant ce qui leur semble relever de leur identité de travailleuses. Les critères esthétiques, la qualité du travail dans la présentation de soi vont conditionner l'image qu'elles se font d'elles-mêmes et qu'elles souhaitent rendre à travers les portraits ainsi réalisés. Le fait de nous interroger sur l'éthique dans l'utilisation de photographies de migrantes brésiliennes clandestines nous a conduit à modifier le regard porté habituellement sur ces populations, dont les images restent majoritairement celles véhiculées par les médias et le sens commun. Ces dernières sont tronquées car stéréotypées et axées sur certaines caractéristiques du travail des migrantes, confinées à quelques professions types. Or, à travers ces portraits photographiques, nous pouvons envisager les différentes activités qu'elles sont susceptibles d'effectuer pendant les temps de leur installation dans la société guyanaise. Les conditions de travail sont rendues visibles et l'éthique est ainsi mise au service de la monstration plutôt que du renforcement de la stigmatisation. En effet, ne pas nommer, ne pas visibilité, laisser dans l'indifférence et le silence conduit à nier, soit mais surtout à faire en sorte que se reproduise le système, les structures d'exclusions : « *la façon dont l'histoire, la culture, les structures politico-économiques contraignent les vies individuelles* » (Bourgois, [(1995)2001]). Rendre visible leur travail quotidien revient à sortir de l'ombre des femmes jusqu'alors méconnues

Bibliographie

- BOURGOIS, P. (1995)2001. *En quête de respect. Le crack à New York*. Paris, Seuil. 376p.
- CHERUBINI, B. 2002. *Interculturalité et créolisation en Guyane française*, Cayenne. Karatha, 289p.
- GORGEON, C. 1986. « La communauté brésilienne en Guyane : un groupe en voie d'intégration ? », *Les dossiers de l'Outre-mer*, 16^{ème} année, n°85. Guyane, Réunion : Sociétés pluriculturelles, pp 44-49.
- GOFFMAN, E. 1967. *Les rites d'interaction*, Paris. Ed. de Minuit, 240p
- INSEE. 2006. *Atlas des Populations Immigrées en Guyane*, pp 32.
- MOROKVASIC, M. 2007 "Une (in)visibilité multiforme", *Plein droit*, 75.
- LADA, E. 2004. « Job », in HIRATA, H, LABORIE, F, LE DOARE H & SENOTIER, D. *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris, PUF, pp 121-123
- LAUTIER, B. & MARQUES PEIREIRA, J. 1994. « Employées domestiques et ouvriers de la construction en Amérique Latine », *Cahiers des Sciences Humaines*. Paris, pp 303-332.
- LAUTIER, B. 2004. *L'économie informelle dans le Tiers-Monde*. Paris, Coll. Repères 128.
- SCHONBERG, J & BOURGOIS, P. 2002. « The politics of photographic aesthetics : critically documenting the HIV epidemic among heroin injectors in Russia and the United States ». *International Journal of Drug Policy*, 13, California, 387-392.
- SERGES, D. 2008. *Informalités normalisées : facteurs d'intégration économique et sociale des Brésiliennes en Guyane française ?* Maison des Sciences de l'Homme, ATRIA, Toulouse, pp 1-15. (A paraître).
- TABET, P. 2004. *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges économique-sexuels*. Paris, l'Harmattan. 207p.